



131, rue Damrémont 75018 PARIS

Tél : 01.80.50.12.10

E-mail : urif.fo@yahoo.fr

RETRAITES : LA BAISSÉ POUR TOUS EN PERSPECTIVE

Mouvement des gilets jaunes, grève massive dans les urgences des hôpitaux, élections européennes avec abstention majoritaire, partis politiques représentant à peine plus de 10% des inscrits pour les plus « représentatifs »... En réalité, c'est une véritable bérézina pour le président de la République et son gouvernement. Ayant reçu 5/5 le message des Français, il continue à chuter dans les sondages, ce qui ne l'empêche nullement de poursuivre systématiquement son œuvre de destruction sociale, avec les services publics où la recherche acharnée de « fric » pour éponger les promesses faites aux salariés, aux retraités, conduit le gouvernement à ouvrir le capital des grandes entreprises publiques ou à les privatiser plus directement.

C'est d'abord faire payer aux Français une seconde fois ce qu'ils avaient déjà contribué à créer en 1945 et qui leur appartient (SNCF – EDF – GDF – La Poste – les télécoms, la RATP – ADP etc.). C'est à terme leur faire payer, encore une fois, cette privatisation en augmentant ainsi le coût d'un service qui ne sera plus public – comme c'est déjà le cas pour les transports, l'énergie...

C'est ensuite la volonté d'étatiser la sécurité sociale, de supprimer là encore points d'accueil et centres de soins en mentant sur les soi-disant déficits qu'ils créent eux-mêmes.

Puis les choses sont claires en matière d'assurance chômage où la volonté exprimée est bien celle qui conduit les chômeurs à être encore plus pressurés sur le plan du retour au travail dans des conditions inacceptables et d'être indemnisés dans des conditions de baisses drastiques des indemnités. La recherche de l'économie pour entrer dans les clous du déficit budgétaire imposé par la Commission européenne est flagrante.

Mais le plus fort dans le domaine de la remise en cause des acquis de la libération, du CNR et des organisations syndicales, c'est bien l'affichage qui est fait par ce gouvernement que l'égalité en matière de retraite, c'est qu'un euro cotisé rapportera 1 euro dans le cadre de leur projet de retraite par points.

Le « loup est sorti du bois », s'il y était entré un jour. Après une année de soi-disant concertation, pour amuser le « gogo », le haut commissaire est obligé de s'avalier que l'âge de la retraite pour bénéficier d'une retraite correcte n'est plus 62 ans, qu'on l'appelle « pivot »— ou autre terme, passerait à 64 ans. C'était dans la concertation ça ? Belle entourloupe ! Ce qui est sûr c'est que concertation ou pas, les 42 régimes disparaîtraient et notamment bien sûr les régimes spéciaux et le code des pensions civiles et militaires.

Ce qui est certain, c'est que le gouvernement fixera la valeur du point et que chacun sait bien que, quel que soit le régime, la volonté est de faire baisser le montant de toutes les retraites comme d'ailleurs cela a commencé avec les CSG et autres impôts qui contribuent à des baisses considérables du niveau des retraites.

Ce qui est sûr c'est que l'un des éléments qui contribuait à ne pas mettre ceux qui perdaient leur conjoint – à se retrouver sur « la paille » - la pension de réversion – est en cause dans la

présentation qui sera faite par le haut commissaire dans un premier temps et confirmée par le gouvernement début septembre.

D'ailleurs, dans « l'ancien monde » on disait que les mauvais coups se passaient pendant les vacances. Ce « nouveau monde » n'aurait-il pas copié l'ancien pour présenter sa contre-réforme. Ce qui est sûr également c'est que notre CGT-FO ne laissera pas faire ! A la dernière réunion de la CE Confédérale il a été décidé de préparer les salariés, les retraités et les chômeurs à réagir contre ces attaques sans précédent. Un grand rassemblement national est prévu le 21 septembre 2019. Il est important dans une mobilisation qui ne pourra en rester là. Marc Blondel disait que la sécu valait bien une grève générale. Il avait raison que pour défendre les 42 régimes et la retraite par répartition il faudra bloquer l'économie par la grève.

La préparation du rassemblement national, c'est maintenant. Par les réunions d'informations, par les assemblées générales, par les réunions avec les autres organisations syndicales pour créer le rapport de force, car le 21 septembre il faudra démontrer que nous ne laisserons pas faire. L'unité d'action sera nécessaire.

Nous pouvons d'ores et déjà dire que ce rassemblement se fera sur une place symbolique et historique de Paris et sera précédé d'une manifestation qui nous conduira au point du rassemblement.

Bien évidemment, nous ne manquerons pas de vous informer des préparations de la manifestation et du rassemblement.

**Retenez d'ores et déjà le 21 septembre 2019 et bien évidemment le 20 juin 2019 en participant à l'action engagée par les retraités.
Rassemblement à Paris 14H30, place St Augustin (Métro St Augustin)**

Paris, le 17 juin 2019